

DEPARTEMENT DES LANDES

-----oo0oo-----

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'ORTHE ET ARRIGANS

-----oo0oo-----

COMMUNE DE LABATUT

-----oo0oo-----

CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR RELATIVES À L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE

-----oo0oo-----

ADRESSE DU PETITIONNAIRE

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et
Arrigans

156 route de Mahoumic

40300 PEYREHORADE

Téléphone : 05 58 73 60 03

I – RAPPELS :

Une enquête publique unique a été diligentée du lundi 12 novembre 2018 au jeudi 13 décembre 2018 à 18 heures. Elle avait pour objet d'informer le public, d'assurer sa participation, de recueillir ses observations et propositions, de permettre la prise en compte des intérêts des tiers afin de déterminer les avantages et inconvénients résultant de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Labatut (40300) et de la révision du zonage d'assainissement.

NOTA : les conclusions du commissaire enquêteur relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme figurent dans un document séparé joint à son rapport.

11 – Contexte communal

Labatut est une commune d'une superficie de 2095 hectares, sa population était de 1421 habitants en 2015, soit 69,7 habitants/km² ; elle en comptait 1461 en 2011 et 1449 en 2012. Son armature urbaine est formée de trois centralités : « le bourg vieux », « le bourg neuf » et « le quartier neuf ».

D'après les données INSEE, 86% des logements sont des résidences principales à Labatut. Le ratio nombres d'habitant par rapport au nombre de résidence principale est de 2,43 habitants / logement.

D'après les données de l'Institut précité, fin 2014, il était recensé 125 établissements actifs à Labatut. 48.8 % de ces activités sont de type commerce, transport et service divers et 21.6 % sont de type agricole ou sylvicole.

Le rejet de la STation d'Épuration des Eaux Usées (STEP) de Labatut se fait dans le Gave de Pau, cours d'eau de 38 kilomètres. Le Schéma Directeur et d'Aménagement des Eaux (SDAGE) 2016-2021, fixe pour objectif de parvenir à un bon état écologique de cette rivière en 2027 pour laquelle il est indiqué, aujourd'hui, ***que le bon état physico-chimique est atteint***.

12 – L'enquête

Cette enquête a été organisée, conjointement, par la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, sise 156 route de Mahoumic à 40300 Peyrehorade et par la commune de Labatut (40300). Un arrêté conjoint a été pris en ce sens, la municipalité de Labatut assumant la réalisation du dossier soumis à enquête publique.

Par décision n° E18000168/64 en date du 14 septembre 2018, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de PAU a désigné Monsieur Alain JOUHANDEAUX, retraité gendarmerie, comme titulaire de l'enquête.

La publicité de l'enquête a été réalisée :

- par voies de presse dans les journaux Sud-Ouest des 26 octobre et 13 novembre 2018 ainsi que dans Le Travailleur Landais des 27 octobre et 17 novembre 2018 ;
- par affichage, dans les délais prescrits et dans le format réglementaire, visible de la voie publique, à la mairie de Labatut et au siège de la communauté de communes à Peyrehorade, mais aussi à la médiathèque, à l'école primaire, à l'agence postale, à la salle des fêtes, à l'épicerie et à la boulangerie de Labatut ;
- par insertion d'un encart dans le bulletin municipal de Labatut.

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête, ont été paraphés et mis à la disposition du public du lundi 12 novembre 2018 au jeudi 13 décembre 2018 à 18 heures à la mairie de Labatut (40300), aux heures habituelles d'accès.

Le commissaire-enquêteur s'est tenu à la disposition des personnes pour les renseigner et recevoir leurs observations, durant 4 permanences tenues :

- lundi 12 novembre de 9h00 à 12h30 ;

Arrêté conjoint n° 2018-10 du 22 octobre 2018 de Monsieur le Président de la communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans et de Monsieur le Maire de Labatut (40300).

- mercredi 21 novembre de 14h00 à 17h30 ;
- samedi 01 décembre de 09h00 à 12h00 ;
- jeudi 13 décembre de 15h00 à 18h00.

Conformément à la réglementation en vigueur, la population a eu la possibilité d'accéder au dossier informatisé :

- sur un ordinateur portable mis à disposition au secrétariat de la mairie de Labatut ;
- sur le site internet de la mairie de Labatut (par le biais du site de la communauté de communes) à l'adresse suivante : www.labatut40.fr ;
- sur le site internet de la communauté de communes à l'adresse suivante : www.pays-orthe-arrigans.fr.

En outre, il a été possible de déposer des observations par courriels à l'adresse suivante : x.som@orthe-arrigans.fr.

Toute personne a pu sur sa demande et à ses frais, obtenir communication des pièces du dossier d'enquête publique auprès des autorités compétentes dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

L'enquête s'est déroulée sans incident et dans un parfait climat de collaboration tant de la municipalité que de la communauté de communes.

Enfin, il n'a pas été jugé nécessaire d'organiser une réunion publique d'échanges avec la population.

Le 17 décembre 2018, le commissaire enquêteur a rencontré le Président de la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans et lui a notifié par procès-verbal de synthèse, l'ensemble des observations, avis et commentaires provenant tant de la MRAe que des Personnes Publiques Associées, ou de la population comme du commissaire enquêteur.

En outre, le pétitionnaire n'ayant pas produit avant le début de l'enquête, un document commentant les observations de la MRAe et des Personnes Publiques Associées, il lui a été demandé de le faire dans le mémoire en réponse. Celui-ci est parvenu au commissaire enquêteur le 27 décembre 2018.

La population ne s'est pas mobilisée sur ce dossier soumis à enquête publique, puisque seule une personne a souhaité obtenir des renseignements, sans déposer quelque observation que ce soit, après entretien avec le commissaire enquêteur.

II – BILAN DU PROJET :

Le commissaire enquêteur, après examen du dossier et l'absence d'observations recueillies au cours de l'enquête publique, *considère essentiels les éléments suivants* :

➤ la municipalité de Labatut a pris la décision de procéder à la révision de son zonage d'assainissement parallèlement à la réalisation de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, *ce qui est rationnel économiquement et conforme aux divers textes législatifs et réglementaires* ;

➤ Le rejet final de la Station d'EPuration (STEP) s'effectue dans le Gave de Pau. Si le rapport de présentation fait état du bon état physico-chimique de ce dernier, qui traverse la commune, *les pressions exercées sur les masses d'eau souterraine, sont qualifiées de significatives voire mauvaises* vis-à-vis des apports de nitrates d'origine agricoles et des prélèvements. La pression aux rejets de stations d'épurations domestiques et déversements des déchets organiques est jugée quant à elle *non significative* ;

- ***aucun périmètre*** de protection n'est recensé sur la commune ;
- le zonage en vigueur inclut toutes les habitations desservies par l'assainissement collectif et qui font partie des zones urbanisées ;
- 336 branchements d'assainissement sont ouverts et actifs, avec une consommation d'eau potable de l'ordre de 31 719 m³/an soit 87 m³/jour sur les 310 m³/jour de débit nominal de la station, ***ce qui confirme la capacité résiduelle importante de la station d'épuration de Labatut*** ;
- sur la commune, la collecte des eaux usées est assurée par un réseau de type séparatif. Il comprend 4 postes de relevage, 11 260 ml de canalisations et un déversoir d'orage. ***Environ 770 habitants sont raccordés à la station d'épuration, soit approximativement 50% de la population*** ;
- la station d'épuration possède une capacité résiduelle de 62% en organique (1240 EH) et 70% en hydraulique (1400 EH) ***ce qui est amplement suffisant pour accepter les effluents des nouvelles habitations*** ;
- d'après les dernières mesures réalisées en 2015, le débit entrant correspond à 30% du débit maximal admissible par la station. La charge organique traitée est également inférieure à la capacité de la station et ne représente que 38% de sa charge admissible. ***Ces chiffres indiquent une marge de fonctionnement suffisamment dimensionnée*** ;
- ***par contre***, il apparaît que parmi les gros consommateurs d'eau potable sur la commune ***seules trois entreprises sont raccordées à l'assainissement collectif*** ; il sera nécessaire, dans le rapport final d'indiquer celles qui possèdent leur propre système ;
- en matière ***d'assainissement non collectif***, les installations diagnostiquées lors de la visite de vérification de bon fonctionnement et d'entretien ont démontré ***des lacunes*** pour l'environnement, puisque 15% du parc sont considérées comme ***polluantes*** et 39 % sont considérées comme « ***acceptables*** » ; le reste ayant un état qui n'a pas pu être identifié (21%) ;
- l'aptitude des sols de la commune indique après étude, des valeurs de perméabilité hétérogènes avec une bonne aptitude à l'infiltration, pour des filières d'assainissement individuel adaptées à la présence éventuelle d'une nappe affleurante ;
- la faisabilité d'un assainissement collectif en zones AU1 a démontré que ces zones constructibles ***sont raccordables*** au réseau d'assainissement collectif et ***devront être intégrées*** au zonage d'assainissement collectif. Comme indiqué ci-avant, ***la station d'épuration possède une capacité résiduelle amplement suffisante*** pour accepter les effluents des nouvelles habitations prévues dans le PLU ;
- le tracé des zones d'assainissement collectif prendra en compte :
 - les zones d'assainissement collectif existantes (vérification des limites des zones par rapport aux habitations déjà raccordées aux réseaux) ;
 - les règles établies par le règlement du PLU ;
 - les projets de création de nouveaux réseaux d'assainissement collectif.
 Parallèlement, l'étude de faisabilité ***a démontré l'intérêt élevé*** de l'extension de la collecte du réseau d'assainissement sur la route de Lauga à Labatut ;
- au plan ***économique et financier***, il y a lieu d'indiquer qu'en considérant les branchements futurs, ***les aides*** du Département seront bonifiées de 10 000 euros. ***En revanche*** le critère d'éligibilité aux aides de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ne concerne que les

branchements existants et le projet ne pourra toujours pas en bénéficier. Au final, ce projet d'extension représente un coût à la charge de la commune de 34 842 € HT, pour un montant total de l'opération hors taxes de 89 904 €, ***ce qui est supportable pour la commune*** ;

➤ tant la MRAe que les Personnes Publiques Associées qui ont été consultées, ne se sont pas opposées au projet. Celles qui se sont exprimées ont adressé des observations, émis des avis ou demandé des compléments qui étaient ***cohérents et étayés*** ;

➤ le projet de développement de la commune sur des espaces raccordés à l'assainissement collectif donne les moyens de maîtriser et réguler les rejets et leur qualité, ***ce qui est positif vis-à-vis de l'incidence indirecte sur Natura 2000 et l'environnement en général***.

En conséquence, il est permis d'indiquer que le projet global correspond aux objectifs affichés, les avantages l'emportant manifestement sur les inconvénients.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur ***constate*** le déroulement régulier de l'enquête relatif :

- à l'information du public par affichage, par voies de presse et moyens informatiques ;
- à l'absence d'observations de la part de la population ;
- à la tenue des permanences ;
- au contenu du dossier soumis à enquête ;
- à la liberté d'accès aux différents lieux où devaient se dérouler l'enquête publique ;
- à l'absence d'incidents survenus au cours de l'enquête ;
- à la retranscription et à l'analyse des explications données par le président de la communauté de communes.

Enfin, au vu du bilan dressé ci-dessus, le projet peut être amélioré en prenant en compte les recommandations suivantes :

Recommandation n° 1 : le pétitionnaire, comme il s'y est engagé dans son mémoire en réponse, ***devra prendre en considération dans le document final, les observations cohérentes et étayées*** tant de la MRAe que des Personnes Publiques Associées.

Recommandation n° 2 : prendre en compte ***les commentaires du commissaire enquêteur*** tels qu'il les a exprimés au chapitre V de son rapport.

Recommandation n° 3 : poursuivre le contrôle des installations d'assainissement non collectif devant aboutir à la mise en règle de ***celles qui sont défectueuses***.

Recommandation n° 4 : ***expliquer et justifier*** les raisons qui font que seuls trois des plus gros consommateurs d'eau potable de la commune, sont raccordés à l'assainissement collectif.

III - AVIS :

En conséquence, le commissaire enquêteur considère que l'opération envisagée présente un ***bilan positif*** lui permettant d'indiquer qu'elle est d'intérêt général et donne un **AVIS FAVORABLE** à la révision du zonage d'assainissement de LABATUT (40300).

À SAUGNAC-ET-CAMBRAN, le 08 janvier 2019.

Le commissaire-enquêteur
Alain JOUHANDEAUX